

AR Prefecture

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE
Reçu le 03/01/2024

PORT SANTA LUCIA

TARIFS ET CONDITIONS D'APPLICATION



RÉGIE DES PORTS RAPHAËLOIS
HÔTEL DE VILLE
PLACE SADI CARNOT
83700 SAINT-RAPHAËL



2024

Sommaire

1. Redevances d’amarrage, de garantie d’usage, de garages à bateaux

1.1. Conditions tarifaires	3
1.2. Garanties d’usage	6
1.3. Garages à bateaux	6

2. Tarifs et conditions d’usage des outillages publics

2.1. Interventions	7
2.2. Services aux plaisanciers et titulaires d’AOT	8
2.3. Prestations aux titulaires de garantie d’usage	8

ANNEXES

Annexe 1 : Tarifs d’amarrage	10
Annexe 2 : Contrats de location	11
Annexe 3 : Tarifs garantie d’usage et fonds de roulement	15
Annexe 4 : Contrat de location de garage à bateaux	17

Tarifs en Euros – TVA incluse – applicables du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

Conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et au Code des Ports maritimes

Après avis du :

Conseil Portuaire du 9 novembre 2023

et par délibération du Conseil d'Administration de la Régie des Ports Raphaëlois du 15 décembre 2023

1. Redevances d'amarrage, de garantie d'usage et de garages à bateaux

1.1. Conditions tarifaires

La redevance est calculée en HT mais exprimée en TTC en fonction du taux de TVA en vigueur. Elle doit être payée d'avance pour la période d'occupation demandée et autorisée. Elle est due intégralement et sans fractionnement, et elle ne fait l'objet d'aucune restitution, déduction/avoir ou remboursement (sauf dérogation de la Régie - cf ci-dessous), que le poste d'amarrage soit occupé ou non par l'utilisateur, quelle que soit la durée de présence ou le motif d'absence, de départ anticipé ou d'arrivée tardive du bateau sur le plan d'eau.

De même, elle ne saurait supporter aucune révision ou abattement pour toute gêne, diminution, restriction d'usage ou changement d'emplacement imputable ou occasionné directement ou indirectement du fait de travaux portuaires ou de contraintes d'exploitation.

La redevance est déterminée en fonction des dimensions du navire : la plus grande dimension en longueur ou en largeur est retenue ou en fonction de la surface pour un multicoque, et ce au regard de la durée du séjour tenant compte de la tarification annuelle, mensuelle, hebdomadaire ou journalière.

La redevance d'amarrage s'établit selon les éléments tarifaires détaillés en annexe 1.

1.1.1. Précisions

Dans ces prix sont incluses l'eau et l'électricité pour l'éclairage de bord, l'accès aux sanitaires.

Les tarifs s'entendent de midi (jour d'arrivée au port) à midi pour un séjour inférieur à 12 mois, quelle que soit l'heure de déclaration effective d'arrivée en capitainerie. Toute journée commencée est due.

Le tarif semaine / mois est calculé de date à date. Ce forfait n'est pas applicable sur 2 périodes de tarification différente. Chaque facture s'arrête au dernier jour de chaque période.

En dehors de l'autorisation d'occupation temporaire et considérant que des professionnels du nautisme positionnent tout au long de l'année des bateaux de tailles différentes sur leurs postes d'amarrage, il leur sera appliqué le tarif de la dimension maximale du bateau pouvant être accueilli sur l'emplacement (sauf bateau hors catégorie facturé au m²).

Lorsque l'emplacement sert de support à l'exercice d'une activité lucrative ou commerciale de quelque nature que ce soit, sans titre d'autorisation d'occupation temporaire délivré par la Régie des Ports, une majoration de 30 % est appliquée sur la redevance.

La souscription et la signature, en début de séjour, d'un contrat de passage égal ou supérieur à 6 mois consécutifs bénéficie d'une redevance remise de 10 %, valable uniquement sur l'année civile (hors forfait annuel).

AR Prefecture

083-48880449-3083321
Reçu le 03/01/2024

Les postes d'amarrage 2087, 2117b, 2162, 2251b, 2298b, 2798, 2798b, 3900, 3901 ne peuvent être commercialisés dans des conditions normales d'utilisation compte tenu de leur accessibilité ou de la moindre qualité des services attachés

Ces neuf places sont proposées à la location, sous condition de souscription et signature d'un contrat annuel bénéficiant d'une remise de 60 % pour des bateaux appartenant aux catégories A, B, C et D et limités aux dimensions des postes d'amarrage susmentionnés.

Toutefois, certains de ces emplacements peuvent accueillir, avec l'accord de la Capitainerie, des bateaux de catégorie supérieure à la catégorie D mentionnée dans la mercuriale des services et tarifs portuaires votée par le Conseil d'Administration.

Les plaisanciers ne souhaitant pas louer lesdites places d'amarrage compte tenu des inconvénients liés à ces emplacements, elles pourront être proposées au personnel de la Régie des Ports (dans la limite d'un poste d'amarrage).

Sous condition de souscription et de signature de contrat annuel, le poste 2706b en raison de la jonction entre le ponton flottant et le tablier béton bénéficiera d'une remise de 15 %.

Des bateaux peuvent exceptionnellement être positionnés à couple avec accord de la Capitainerie. Dans le cas où l'ampérage fourni est limité à 16 ou 32 ampères, alors que le navire nécessite un ampérage supérieur, une réduction de 20 % sur le tarif jour serait appliquée.

Les bateaux certifiés d'Intérêt Patrimonial (BIP) ainsi que les bateaux reconnus BGT - type pointus, adhérent à l'association « Bateaux Gréements et Traditions » de Saint-Raphaël (Var) sur justificatif et avec accord de la Capitainerie, bénéficient d'une réduction de 50 % sur les taxes d'amarrage, hors places en garantie d'usage et dans la limite des places disponibles.

En cas de difficultés dans le recouvrement de créances par la Régie des Ports, le titulaire de contrat ne pourra plus bénéficier d'abattement sur les redevances et pourra se voir refuser le renouvellement de son contrat.

Le cumul de remise n'est pas autorisé, seule la remise la plus favorable à l'utilisateur sera appliquée.

Une franchise de trois heures, hors consommation d'eau et d'électricité, sera appliquée, sous la double réserve que le skipper du bateau se soit signalé en capitainerie et qu'un poste soit disponible. Tout dépassement en temps de cette franchise donnera lieu à l'établissement d'une facturation à la journée.

Pourront être hébergés, à titre gratuit, des bateaux provenant des autres sites de la Régie des Ports Raphaëlois et titulaires d'un contrat d'amarrage en cours, en raison de situations exceptionnelles (conditions météo, travaux, festivités, problèmes techniques, etc...), avec accord de la Capitainerie et selon la disponibilité de places.

En dehors de la durée de ces situations et selon appréciation de la Capitainerie, une facturation sera établie au tarif en vigueur du port accueillant.

Gratuité d'occupation de postes d'amarrage pour la Police municipale, le service Environnement de la ville, l'école municipale de voile de la ville, les barges professionnelles exécutant des travaux dans le port et les bateaux des services de l'Etat notamment la Gendarmerie maritime, les pompiers/CRS, les douanes, les phares et balises..., dans la limite des places disponibles.

Gratuité d'une nuit pour les régates organisées par le Club nautique de Saint-Raphaël, l'école de voile municipale de Saint-Raphaël, le Yacht club de Saint-Raphaël, France Station Nautique de Saint-Raphaël et l'office du nautisme de Saint-Raphaël ainsi que le bateau « Comité de course ».

Les régates caritatives ainsi que les escales environnementales ayant des actions de sensibilisation et de pédagogie auprès du grand public pourront, sur présentation d'un dossier documenté et avec accord de la Direction, bénéficier de la gratuité sur les taxes d'amarrage (hors emplacements en garantie d'usage) dans la limite des places disponibles et pour une durée maximale de 3 nuits.

AR Prefecture

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE
Reçu le 03/01/2024

Suite à vente aux enchères d'un bateau stationnant dans le port, l'acquéreur pourra bénéficier de la gratuité du stationnement pour une durée maximale de 2 semaines, aux fins de régularisation administrative (huissier, assurance, ...). Au-delà, le bateau devra quitter le port sauf accord de la Capitainerie. L'occupation sera facturée au tarif en vigueur.

Tout occupant sans droit ni titre se verra appliquer le tarif journalier en vigueur majoré de 100%.

1.1.2. Modalités particulières

Les règlements peuvent s'effectuer :

- par paiement en ligne sur notre portail Web ALIZEE : <https://portail.alizee-soft.com/straph>
- par carte bancaire
- par virement bancaire (pour les virements bancaires provenant hors France, les clients sont tenus de stipuler « frais à la charge de l'émetteur »)
- par prélèvement automatique, sans frais, sur mandat SEPA
- par chèque bancaire ou postal (sauf émis hors France)
- par versement en espèces en euros plafonné à :
 - ✓ 300 euros (trois cents euros) pour toute recette publique (article 1680 du Code Général des Impôts – note DGFIP/2014/01/2732 du 13 janvier 2014 en vigueur).

Les contrats annuels peuvent être payés comptant ou en 2 fois aux échéances suivantes : 10/02 et 10/07 ou sous condition d'adhésion au prélèvement automatique en 1 fois au 10/02 ou en 2, 4, 6 ou 10 fois aux échéances suivantes : 10/02, 10/03, 10/04, 10/05, 10/06, 10/07, 10/08, 10/09, 10/10 et 10/11 au plus tard. En cas de retard sur une des échéances, la totalité de la redevance sera due.

Une pénalité de retard de 10 % de la redevance restant due sera appliquée par l'agent comptable.

Lors d'une demande de souscription ou de renouvellement de contrat, tout dossier incomplet entrainera le remplacement de la facturation initiale par une facturation à la journée. Par dossier incomplet, il faut entendre : contrat de location non signé et/ou défaut de papiers du bateau, attestation d'assurance valide, pièce d'identité du contractant.

Un acompte de 30 % du montant de la redevance due pourra être demandé lors de la réservation d'une location inférieure à 12 mois en fonction de la durée du séjour et/ou du montant de la redevance (supérieure à 300 euros).

Les circonstances particulières pouvant justifier la résiliation d'un contrat seront les suivantes : décès, maladie entraînant l'incapacité de pratiquer une activité nautique, bateau volé/coulé/incendié. Des justificatifs seront demandés pour ces circonstances considérées comme cas de force majeure. Les autres cas seront laissés à la seule appréciation du Directeur de la Régie.

Le locataire qui demande la résiliation de son contrat et libère la place en raison de la souscription d'un contrat de garantie d'usage pourra prétendre à un remboursement de la redevance de location perçue, prorata temporis, sans préavis.

Cf annexe 2.

1.2. Garanties d'usage

1.2.1. Redevance

Les titulaires de garantie d'usage restent redevables d'une redevance d'usage dite « charges » dont le montant est de 41,16 € TTC par surface au m² du poste d'amarrage mentionné sur leur contrat.

Sous condition d'adhésion au prélèvement automatique, les charges peuvent être également payées en 1 fois au 10/02 ou en 6 fois aux échéances suivantes : 10/02, 10/03, 10/04, 10/05, 10/06, 10/07 au plus tard.

Passé la date d'échéance mentionnée sur la facture et au-delà du 31 mars, sans paiement 15 jours après rappel, une pénalité de retard de 10 % des charges restant dues sera appliquée par l'agent comptable.

Une procédure de résiliation de la garantie d'usage sera engagée en cas de non-paiement des charges et des majorations au 31/12 de l'année.

Afin de résoudre le problème de places inadaptées par rapport aux dimensions modernes de navires, il pourrait être envisagé des élargissements d'emplacement. Il sera alors appliqué aux titulaires de garantie d'usage qui souhaitent bénéficier de places élargies, un prix au m² de la surface augmentée.

1.2.2. Fonds de roulement (hors TVA)

Le fonds de roulement réglé en son temps sera remboursé dans le cas de cession ou de fin de contrat.

Cf annexe 3.

1.3. Garages à bateaux

L'utilisateur devra supporter une redevance TTC par jour et mois d'occupation et par surface au m² du garage attribué.

Jour	Mois
0,50 € TTC / m ²	14,40 € TTC / m ²

Elle peut être payée d'avance pour la période d'occupation demandée et autorisée. Elle est due intégralement et sans fractionnement, et elle ne fait l'objet d'aucune restitution, déduction/avoir ou remboursement (sauf dérogation de la Régie), quelle que soit la durée de présence ou le motif d'absence de l'utilisateur.

Lors d'une demande de souscription ou de renouvellement de contrat, tout dossier incomplet entraînera l'annulation de la facturation établie ainsi que le départ immédiat de l'utilisateur. Par dossier incomplet, il faut entendre : contrat d'occupation non signé et/ou défaut d'attestation d'assurance valide, pièce d'identité du contractant.

Cf annexe 4.

2. Tarifs et conditions d'usage des outillages publics

Les redevances d'usage des outillages publics sont dues intégralement et payables au premier jour d'utilisation, par le propriétaire du navire, véhicule, ou engin qui utilise les installations et prestations de service. Elles sont calculées en HT mais exprimées en TTC en fonction du taux de TVA en vigueur.

2.1. Interventions

Les prestations assurées par le personnel de la Régie doivent faire l'objet d'une demande auprès de la capitainerie et d'un paiement d'avance.

- Remorquage (hors remorquage à la demande de la capitainerie pour des besoins liés à l'exploitation portuaire) :

Prestations	Longueur du bateau	Tarifs TTC hors présence du propriétaire du bateau	Tarifs TTC en présence du propriétaire du bateau
Remorquage 1 bassin	moins de 10 m	40 €	20 €
	moins de 14 m	60 €	40 €
	moins de 18 m	80 €	60 €
	18 mètres et +	200 €	180 €
Remorquage 2 bassins	moins de 10 m	80 €	60 €
	moins de 14 m	120 €	100 €
	moins de 18 m	160 €	140 €
	18 mètres et +	320 €	300 €

- Main d'œuvre par agent portuaire par 1/2 heure :
 - tarif de 6 heures à 21 heures : 35 € TTC
 - tarif de 21 heures à 6 heures : 50 € TTC
- Pompage pour voie d'eau par 1/2 heure : 40 € TTC
- Intervention plongeur par heure : 120 € TTC
- Contre marche : 150 € TTC
- Main courante : 90 € TTC
- Pose d'un deuxième mouillage (forfait main d'œuvre comprise) :

Longueur du bateau	Tarifs TTC
moins de 10 m	145 €
moins de 14 m	200 €
14 m et plus	360 €

- Occupation de terre-plein pour toutes manifestations dans le cadre d'activité commerciale : 1 € TTC/M²/jour

AR Prefecture

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE
Reçu le 03/01/2024

- Mise à disposition de parc de stationnement bassin sud au Palais des Congrès / services municipaux de la Ville (sauf les mois de Juillet et Aout) : 300 € TTC/jour
- Barges hors travaux sur site : 0,16 € TTC/barge/M²/jour
- Pollution par hydrocarbures : 25 € TTC/mètre linéaire de barrages utilisés + main d'œuvre
- Forfait d'occupation du plan d'eau sans autorisation pour des embarcations non immatriculées : 42 € TTC/jour/embarcation

2.2. Services aux plaisanciers et titulaires d'AOT

- L'avitaillement en eau et/ou électricité, seul, est possible (à l'exclusion du lavage du bateau), pour les bateaux de moins de 10 mètres : forfait de 5 €, bateaux de 10 mètres et plus : forfait de 10 €
- Pompage des eaux grises et/ou noires : gratuit
- Wi-Fi : gratuit
- Parcs de stationnement : 2 badges maximum par contrat de location de poste d'amarrage ou garantie d'usage (dont 1 gratuit pour les garanties d'usage inclus dans la redevance charges jusqu'à expiration ou résiliation du contrat), 1 badge par contrat de location de garage à bateaux - 1 badge = 1 véhicule
 - En cas de copropriété (bateau et/ou contrat) : un badge par copropriétaire selon modalités et tarifs ci-dessous ;
 - Le paiement est effectué à la remise du badge ;
 - Le stationnement est réservé exclusivement aux usagers de poste d'amarrage, de garage à bateaux ou aux professionnels du nautisme (autres usagers avec dérogation du gestionnaire et limité à 2 badges maximum par an) et est interdit aux remorques, caravanes et camping-cars ;
 - Gratuité d'un badge à l'année au personnel de la Régie des Ports ainsi que les services sécurité, postaux et fonctionnels ;
 - Un 2^{ème} badge gratuit pourra être délivré aux titulaires de garantie d'usage (anciens amodiataires qui ont acheté en son temps un 2^{ème} badge pour la durée de leur contrat) ;
 - Tarif réservé à la mobilité réduite : 50 % de remise sur présentation de justificatif (hors forfait 1 jour) ;
 - Tarif réservé aux professionnels du nautisme : 50 % de remise sur présentation de justificatif (hors forfait 1 jour) et limité à 5 badges maximum par an ;
 - En cas de perte du badge et dans n'importe quel cas, aucun remboursement ne sera effectué.

TARIF TTC DES PARCS DE STATIONNEMENT	
FORFAIT 12 MOIS CONSÉCUTIFS	200 €
FORFAIT 6 MOIS CONSÉCUTIFS	170 €
FORFAIT 4 MOIS CONSÉCUTIFS	150 €
FORFAIT 1 MOIS	80 €
FORFAIT 1 JOUR validité de minuit à minuit	3 €
2 ^{ème} BADGE CONTRAT DE LOCATION DE POSTE D'AMARRAGE : validité identique au 1 ^{er} badge	80 €
2 ^{ème} BADGE CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE : validité 1 an de date à date	80 €
REMPLACEMENT BADGE EN CAS DE PERTE	35 €

- Electricité et eau

Les occupants des aires de carénage, d'avitaillement, de chantiers navals et des autres bâtiments sont refacturés en eau et électricité en fonction de leur consommation réelle chaque semestre.

Cette refacturation, prévue dans les contrats, sera appliquée selon les tarifs suivants :

- électricité : 0,25 € TTC/kwh - ce tarif pourra être révisé chaque trimestre
- eau domestique : 4,44 € TTC/m³
- eau d'arrosage : 1,93 € TTC/m³ – la facturation sera rétroactive pour les consommations 2023

2.3. Prestations aux titulaires de garantie d'usage

2.3.1. Gestion de la mise à disposition de l'emplacement

La sous-location étant interdite sur le domaine public, les titulaires de garantie d'usage du port de Santa Lucia ont la possibilité de signer avec la Régie un mandat de mise à disposition de leur place.

La Régie s'attachera à louer ces places pour le compte du titulaire de la garantie d'usage dans les conditions normales de location sans toutefois garantir un revenu.

Ces revenus sont versés, courant 1^{er} trimestre de l'année qui suit l'arrêté des comptes au 31 décembre, après déduction d'honoraires de gestion prélevés par la Régie. Pour l'exercice 2024, ces frais de gestion s'élèveront à 15 % TTC des montants encaissés.

La gestion des revenus se fait en directe, place par place. Les dates et durées de mise à disposition sont fixées librement par le titulaire de garantie d'usage.

Il est précisé que les revenus locatifs ne peuvent dépasser le forfait annuel et que la gestion de la location est du seul ressort de la Régie.

Fiscalement, la Régie des Ports Raphaëlois agit en tant que mandataire transparent, facturant pour le compte du titulaire de garantie d'usage ; les coordonnées de celui-ci doivent figurer sur chaque pièce comptable.

Dans le cas où le titulaire est assujéti à TVA, les factures émises par la Régie feront apparaître la mention « loueur assujéti à TVA », le montant de la TVA ainsi que son numéro de TVA Intracommunautaire.

La Régie se réserve le droit en cas d'absence du bateau du titulaire de la garantie d'usage avec ou sans mandat de mise à disposition, de louer le poste d'amarrage pour son propre compte, sans que ledit titulaire ne puisse émettre aucune réclamation, ni revenus.

2.3.2. Gestion des transferts et des cessions

- Frais de transfert de garantie d'usage à la charge de l'acquéreur : 500 € TTC
- Honoraires de cession à la charge du cédant correspondant à la démarche commerciale de mise en relation entre un acheteur et un vendeur :

Dimensions du poste	Montant TTC
5 m à 8 m	300 €
9 m à 10 m	600 €
11 m à 12 m	1 000 €
13 m à 14 m	1 500 €
15 m à 16 m	2 100 €
17 m et +	3 000 €

AR Prefecture

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE
Reçu le 03/01/2024

REDEVANCE D'AMARRAGE PORT SANTA LUCIA EN EUROS TTC
applicable du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

CATÉGORIES BATEAUX		Janvier / Février / Mars / Octobre / Novembre / Décembre			Avril / Mai / Juin / Septembre			Juillet / Août			FORFAIT ANNUEL
		JOUR	SEMAINE	MOIS	JOUR	SEMAINE	MOIS	JOUR	SEMAINE	MOIS	
	Longueur max.										
	Largeur max.										
A	< 5,49 m	4,10 €	25,80 €	104,00 €	7,20 €	44,30 €	177,20 €	9,30 €	58,70 €	233,80 €	1 473,00 €
B	5,99 m	5,20 €	33,00 €	130,80 €	9,30 €	55,60 €	222,50 €	12,40 €	73,10 €	294,60 €	1 854,00 €
C	6,49 m	6,20 €	38,10 €	152,40 €	10,30 €	64,90 €	258,50 €	14,40 €	85,50 €	342,00 €	2 153,00 €
D	6,99 m	7,20 €	44,30 €	176,10 €	12,40 €	75,20 €	299,70 €	16,50 €	98,90 €	395,50 €	2 493,00 €
E	7,49 m	8,20 €	51,50 €	205,00 €	14,40 €	87,60 €	349,20 €	19,60 €	115,40 €	461,40 €	2 905,00 €
F	7,99 m	9,30 €	54,60 €	217,30 €	15,50 €	92,70 €	369,80 €	20,60 €	122,60 €	489,30 €	3 080,00 €
G	8,49 m	10,30 €	61,80 €	247,20 €	17,50 €	105,10 €	420,20 €	22,70 €	139,10 €	556,20 €	3 502,00 €
H	8,99 m	11,30 €	70,00 €	280,20 €	19,60 €	118,50 €	474,80 €	25,80 €	156,60 €	628,30 €	3 955,00 €
I	9,49 m	13,40 €	80,30 €	319,30 €	22,70 €	136,00 €	542,80 €	29,90 €	179,20 €	717,90 €	4 522,00 €
J	9,99 m	15,50 €	89,60 €	359,50 €	25,80 €	152,40 €	609,80 €	34,00 €	201,90 €	806,50 €	5 078,00 €
K	10,49 m	16,50 €	95,80 €	384,20 €	26,80 €	162,70 €	652,00 €	36,10 €	215,30 €	862,10 €	5 428,00 €
L	10,99 m	18,50 €	111,20 €	443,90 €	31,90 €	188,50 €	754,00 €	41,20 €	249,30 €	997,00 €	6 283,00 €
M	11,49 m	19,60 €	119,50 €	476,90 €	34,00 €	202,90 €	809,60 €	44,30 €	267,80 €	1 071,20 €	6 747,00 €
N	11,99 m	21,60 €	131,80 €	528,40 €	37,10 €	224,50 €	898,20 €	49,40 €	296,60 €	1 186,60 €	7 478,00 €
O	12,99 m	24,70 €	146,30 €	586,10 €	41,20 €	249,30 €	995,00 €	54,60 €	328,60 €	1 316,30 €	8 292,00 €
P	13,99 m	28,80 €	174,10 €	698,30 €	49,40 €	296,60 €	1 184,50 €	64,90 €	391,40 €	1 566,60 €	9 867,00 €
Q	14,99 m	33,00 €	198,80 €	793,10 €	55,60 €	336,80 €	1 346,20 €	74,20 €	445,00 €	1 780,90 €	11 217,00 €
R	15,99 m	36,10 €	216,30 €	866,20 €	60,80 €	367,70 €	1 469,80 €	81,40 €	486,20 €	1 943,60 €	12 247,00 €
S	16,99 m	39,10 €	234,80 €	939,40 €	67,00 €	398,60 €	1 595,50 €	87,60 €	527,40 €	2 109,40 €	13 287,00 €
T	17,99 m	41,20 €	246,20 €	983,70 €	70,00 €	417,20 €	1 669,60 €	91,70 €	552,10 €	2 207,30 €	13 905,00 €
U	18,99 m	53,60 €	321,40 €	1 285,40 €	90,60 €	544,90 €	2 181,50 €	120,50 €	721,00 €	2 884,00 €	18 169,00 €
V	19 m et +	60,80 €	364,60 €	1 617,10 €	114,30 €	686,00 €	2 723,30 €	136,00 €	816,80 €	3 266,10 €	22 861,00 €
	Multicoques par m2	0,56 €	3,32 €	13,27 €	0,94 €	5,63 €	22,52 €	1,35 €	8,09 €	32,32 €	145,23 €

CONTRAT DE LOCATION DE POSTE D'AMARRAGE DU PORT DE PLAISANCE SANTA LUCIA DE SAINT-RAPHAEL

Entre la REGIE DES PORTS RAPHAELOIS, Désignée dans ce qui suit par la dénomination « la Régie »

Et @PROPLGIV @PROPNUM @PROPPREN demeurant @PROPADR1 - @PROPADR2 - @PROPADR3 @PROPCP @PROPVILLE - @PROPPYSSFR - Tél @PROPGSM
- E-mail : @PROPEMAIL

Désigné dans ce qui suit par la dénomination « l'Usager »,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Art. 1 : CONDITIONS GENERALES

L'Usager pourra occuper au Port Santa Lucia de SAINT-RAPHAEL, un emplacement pour y faire séjourner son bateau dont les caractéristiques sont les suivantes :

Nom du bateau : @BATNOM - Longueur H.T. : @BATLONG m - Largeur : @BATLARG m - N° immatriculation : @BATIMMAT - N° Francisation : @BATNUMACTE
- Pavillon : @BATPAV - Cie d'assurance : @COMPAGNIEASS - N° Police : @NUMPOLICEASS - Modèle : @BATMODEL

Professionnel entretenant le bateau ou Gardien :

La longueur hors tout du bateau prend en compte tous les équipements fixés à demeure et qui nécessitent un outillage spécialisé pour être démontés.

Le poste affecté respecte un minimum de 20 cm de défenses pour le bateau.

En aucun cas, il ne pourra être sous-loué ou attribué, même gratuitement à un bateau ou usager autre que celui ci-dessus désigné.

L'Usager ne peut exercer aucune activité commerciale dans l'emplacement réservé, sans autorisation écrite de la Régie.

Lorsque l'emplacement sert de support à l'exercice d'une activité lucrative ou commerciale de quelque nature que ce soit, sans titre d'autorisation d'occupation temporaire délivré par la Régie des Ports, une majoration de 30 % est appliquée sur la redevance.

Dans le cas de changement de bateau, l'Usager devra se rapprocher de la Capitainerie.

En cas de revente du bateau, de changement de catégorie tarifaire supérieure ou inférieure, aucune reprise de contrat ne sera acceptée sauf si le nouveau propriétaire du bateau est prioritaire sur la liste d'attente ou avec accord de la Régie sous réserve de disponibilité de place.

L'Usager doit effectuer auprès du bureau du port une déclaration d'absence, toutes les fois où le poste d'amarrage qui lui est affecté sera amené à être libéré pour une période supérieure à deux jours. Le poste libéré pourra être réattribué par la Capitainerie à un autre usager le temps de l'absence prévue sans remise en cause de l'abonnement, et sans que le titulaire absent ne puisse prétendre à réclamation, ni revenus.

Tout retour anticipé devra être signalé 48 heures à l'avance.

Faute d'avoir été saisie de cette déclaration, la Régie considèrera au bout de 4 jours d'absence que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre et qu'elle pourra en disposer.

Art. 2 : PRIX ET PAIEMENT : TAXATION

L'Usager occupera le poste d'amarrage n° @EMPLACE (cet emplacement communiqué sur contrat et facture est à titre indicatif et non contractuel, les services portuaires selon les nécessités pourront affecter un autre poste adapté aux caractéristiques du bateau conformément à l'Article 4 du Règlement de Police), pour la période allant du @CONTDEB au @CONTFIN, moyennant un montant de @CONTMNT Euros, payable comptant ou en fonction de la durée du contrat, en 2 fois aux échéances suivantes : 10/02 et 10/07 ou sous condition d'adhésion au prélèvement automatique en 1 fois au 10/02 ou en 2, 4, 6 ou 10 fois aux échéances suivantes : 10/02, 10/03, 10/04, 10/05, 10/06, 10/07, 10/08, 10/09, 10/10 et 10/11 au plus tard, quelle que soit la date d'arrivée du bateau, montant calculé selon le barème des taxes de stationnement, et porté au verso du présent contrat.

Le paiement par chèque émis hors France ne pourra pas être accepté.

A sa demande, l'Usager recevra un reçu délivré par la Régie en justification de son ou de ses versements effectués.

En cas de retard de paiement sur l'une des échéances, la totalité de la facture devient exigible et entrainera le non renouvellement du contrat de l'Usager qui entrera de nouveau en compétition avec les autres demandeurs de contrat annuel, en fin de liste d'attente.

Une pénalité de retard de 10 % de la redevance restant due sera appliquée par l'agent comptable.

Art. 3 : OBLIGATIONS DE L'USAGER

L'Usager devra assurer le gardiennage de son navire stationné à flot sur l'emplacement et surveiller le dispositif d'amarrage, comprenant notamment les amarres avant et arrière, dont le bon état, l'entretien et le remplacement sont à sa charge.

Le navire appartenant à l'Usager devra être maintenu en bon état de navigabilité, de flottabilité et de sécurité.

L'Usager s'engage à déplacer son navire sur demande de la Régie. Le cas échéant, la Régie s'engage à attribuer une nouvelle place à flot pour la période au cours de laquelle le navire est déplacé de son emplacement.

Art. 4 : OBLIGATIONS DE LA REGIE

Elle s'engage à :

- mettre à disposition de l'Usager un emplacement à flot adapté à son bateau

- assurer les prestations définies ci-après :

a) surveillance du Port

b) fourniture bollards, pendille, chaîne fille/mère, corps morts, manilles, hors amarres de poste

c) fourniture d'eau douce

d) fourniture d'électricité (éclairage de bord, chargeur de batteries ou équivalents)

La Régie ne peut être tenue responsable des accidents survenant au bateau de l'Usager, notamment du fait de vices cachés.

Art. 5 : RENOUELEMENT D'OCCUPATION DE POSTE D'AMARRAGE

La demande de renouvellement d'occupation n'est possible que pour les contrats expirant au 31 décembre ; dans ce cas un mois avant, l'Usager doit demander expressément le renouvellement de son stationnement pour une période de douze mois, jusqu'au 31 décembre de l'année suivante (étant entendu que le tarif appliqué sera réajusté au tarif en vigueur).

En cas d'absence de demande de renouvellement de l'occupation du bateau constatée au-delà du 31 décembre sera considérée sans droit ni titre et entraînera une facturation à la journée au tarif en vigueur.

Art. 6 : CESSATION D'OCCUPATION DE POSTE D'AMARRAGE

La présente occupation prend fin par décision de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec A.R. adressée à l'autre partie, **tout mois commencé**

est dû
083-488802489-20231215-15122023_01_SI-DE
Recu le 03/01/2024

La résiliation du contrat entraîne une tarification prorata temporis de la taxation portée à l'art. 2 (mois en cours de rupture compris).

La redevance d'amarrage est impérativement soldée au jour de la résiliation y compris pour les paiements échelonnés qui de fait seront annulés.

Le remboursement, le cas échéant est effectué prorata temporis.

La place devant être libérée, l'Usager devra procéder à l'enlèvement de son navire. Dans le cas contraire, il s'acquittera des frais de stationnement supplémentaire au tarif journalier en vigueur.

La Régie se réserve le droit, en cas de non observation du présent contrat, de le résilier à tout moment et sans préavis, par lettre recommandée avec A.R., et d'exiger le départ immédiat du bateau.

Si le nécessaire n'est pas fait dans le délai imparti, la Régie procédera à la mise à sec du navire, aux frais et risques de l'Usager.

Toute fausse déclaration de l'Usager entraîne automatiquement la résiliation du droit d'occupation de l'emplacement.

En cas d'utilisation irrégulière d'un navire de plaisance dans le cadre d'une activité commerciale de location avec chef de bord imposé, le présent contrat sera résilié de plein droit par la Régie.

Dans ces cas, et suite à occupation non autorisée, l'Usager devra s'acquitter des frais de stationnement supplémentaire au tarif journalier en vigueur.

Art. 7 : ANNULATION DE RESERVATION DE POSTE D'AMARRAGE

Lors de l'annulation anticipée, par l'Usager, d'une réservation, **il sera dû 10 % du contrat en cours.**

En cas d'annulation après la date de prise d'effet du contrat, que le mouillage ait été occupé ou non par l'Usager, la taxe due sera calculée dans les conditions de l'article 6 du présent contrat.

Art. 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application du présent contrat sera de la compétence des Tribunaux locaux.

Art. 9 : RESPONSABILITE

L'Usager doit être assuré pour tout dommage que son embarcation pourrait causer à des tiers ou aux installations portuaires, y compris le renflouement et l'enlèvement en cas de naufrage. Il produit le justificatif à la signature de ce contrat.

La responsabilité de la Régie ne pourra être recherchée dans le cas de vol du bateau, de ses accessoires ou de dégâts subis par celui-ci du fait des intempéries ou de tiers.

Le bateau, en bon état de navigabilité, n'est accepté dans le Port, en stationnement, qu'après signature de ce contrat, le versement de la taxe et la production de la quittance d'assurance.

Art. 10 : VIDEOPROTECTION

L'Usager reconnaît avoir reçu une information libre et éclairée par affichage public de la mise en place par la Régie des Ports Raphaëlois d'un système de vidéoprotection autorisé par arrêté préfectoral. Il consent librement à autoriser la Régie des Ports à filmer le ponton et l'accès particulier et privé à son navire. Il est informé que les images captées pourraient permettre l'identification du navire par son numéro d'immatriculation.

L'exploitation des enregistrements vidéo est limitée à la prévention du risque d'infraction conformément à la réglementation en vigueur et à la loi.

L'Usager est informé que ces enregistrements sont transmis et exploités par le Centre de Surveillance Urbain de la ville de Saint-Raphaël afin de lutter contre les infractions pénales et dans le cadre de la convention de partenariat en matière de vidéoprotection entre la Commune et la Régie des Ports.

Il est rappelé que les enregistrements seront conservés durant un délai maximal de 14 jours. »

L'Usager reconnaît avoir reçu un exemplaire de ce contrat dont il a pris connaissance.

Il s'engage, en outre, à respecter les Règlement de Police du Port, Tarification et Conditions d'application tenus à sa disposition à la Capitainerie.

A Saint-Raphaël, le

Faire précéder la signature de la mention « LU ET APPROUVE ».

Le Directeur de la Régie des Ports,

L'Usager (@PROPNUM @PROPPREN / Contrat n° @CONTNUM),
@TXTDATESIGNCONTPORTAILLETRE

@AMODCIV @AMODNOM @AMODPREN
@AMODPHRASE

REDEVANCE D'AMARRAGE PORT SANTA LUCIA EN EUROS TTC
applicable du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

CATÉGORIES BATEAUX		Janvier / Février / Mars / Octobre / Novembre / Décembre			Avril / Mai / Juin / Septembre			Juillet / Août			FORFAIT ANNUEL	
Longueur max.	Largeur max.	JOUR	SEMAINE	MOIS	JOUR	SEMAINE	MOIS	JOUR	SEMAINE	MOIS		
A	< 5,49 m	2,15 m	4,10 €	25,80 €	104,00 €	7,20 €	44,30 €	177,20 €	9,30 €	58,70 €	233,80 €	1 473,00 €
B	5,99 m	2,30 m	5,20 €	33,00 €	130,80 €	9,30 €	55,60 €	222,50 €	12,40 €	73,10 €	294,60 €	1 854,00 €
C	6,49 m	2,45 m	6,20 €	38,10 €	152,40 €	10,30 €	64,90 €	258,50 €	14,40 €	85,50 €	342,00 €	2 153,00 €
D	6,99 m	2,60 m	7,20 €	44,30 €	176,10 €	12,40 €	75,20 €	299,70 €	16,50 €	98,90 €	395,50 €	2 493,00 €
E	7,49 m	2,70 m	8,20 €	51,50 €	205,00 €	14,40 €	87,60 €	349,20 €	19,60 €	115,40 €	461,40 €	2 905,00 €
F	7,99 m	2,80 m	9,30 €	54,60 €	217,30 €	15,50 €	92,70 €	369,80 €	20,60 €	122,60 €	489,30 €	3 080,00 €
G	8,49 m	2,95 m	10,30 €	61,80 €	247,20 €	17,50 €	105,10 €	420,20 €	22,70 €	139,10 €	556,20 €	3 502,00 €
H	8,99 m	3,10 m	11,30 €	70,00 €	280,20 €	19,60 €	118,50 €	474,80 €	25,80 €	156,60 €	628,30 €	3 955,00 €
I	9,49 m	3,25 m	13,40 €	80,30 €	319,30 €	22,70 €	136,00 €	542,80 €	29,90 €	179,20 €	717,90 €	4 522,00 €
J	9,99 m	3,40 m	15,50 €	89,60 €	359,50 €	25,80 €	152,40 €	609,80 €	34,00 €	201,90 €	806,50 €	5 078,00 €
K	10,49 m	3,55 m	16,50 €	95,80 €	384,20 €	26,80 €	162,70 €	652,00 €	36,10 €	215,30 €	862,10 €	5 428,00 €
L	10,99 m	3,70 m	18,50 €	111,20 €	443,90 €	31,90 €	188,50 €	754,00 €	41,20 €	249,30 €	997,00 €	6 283,00 €
M	11,49 m	3,85 m	19,60 €	119,50 €	476,90 €	34,00 €	202,90 €	809,60 €	44,30 €	267,80 €	1 071,20 €	6 747,00 €
N	11,99 m	4,00 m	21,60 €	131,80 €	528,40 €	37,10 €	224,50 €	896,20 €	49,40 €	296,60 €	1 186,60 €	7 478,00 €
O	12,99 m	4,30 m	24,70 €	146,30 €	586,10 €	41,20 €	249,30 €	995,00 €	54,60 €	328,60 €	1 316,30 €	8 292,00 €
P	13,99 m	4,60 m	28,80 €	174,10 €	698,30 €	46,40 €	296,60 €	1 184,50 €	64,90 €	391,40 €	1 566,60 €	9 867,00 €
Q	14,99 m	4,70 m	33,00 €	198,80 €	793,10 €	55,60 €	336,80 €	1 346,20 €	74,20 €	445,00 €	1 780,90 €	11 217,00 €
R	15,99 m	4,90 m	36,10 €	216,30 €	866,20 €	60,80 €	367,70 €	1 469,80 €	81,40 €	486,20 €	1 943,60 €	12 247,00 €
S	16,99 m	5,10 m	39,10 €	234,80 €	939,40 €	67,00 €	398,60 €	1 595,50 €	87,60 €	527,40 €	2 109,40 €	13 287,00 €
T	17,99 m	5,20 m	41,20 €	246,20 €	983,70 €	70,00 €	417,20 €	1 669,60 €	91,70 €	552,10 €	2 207,30 €	13 905,00 €
U	18,99 m	5,50 m	53,60 €	321,40 €	1 285,40 €	90,60 €	544,90 €	2 181,50 €	120,50 €	721,00 €	2 884,00 €	18 169,00 €
V	19 m et +	5,51 m et +	60,80 €	364,60 €	1 617,10 €	114,30 €	686,00 €	2 723,30 €	136,00 €	816,80 €	3 266,10 €	22 861,00 €
Multicoques par m2			0,56 €	3,32 €	13,27 €	0,94 €	5,63 €	22,52 €	1,35 €	8,09 €	32,32 €	145,23 €

Les informations recueillies sur ce formulaire sont récoltées et utilisées par la Régie des ports de Saint-Raphaël uniquement pour traiter votre occupation dans notre port. Elles sont conservées selon les durées en vigueur conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen relatif à la Protection des Données Personnelles. Vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données qui vous concerne et les faire rectifier en contactant : portsantalucia@ville-saintraphael.fr

Entre la RÉGIE DES PORTS RAPHAÉLOIS, Désignée dans ce qui suit par la dénomination « la Régie »

AR Préfecture

08 3 40 08 16 61 - @PROPLOCV - @PROPNUM - @PROPPREN - @PROPADR1 - @PROPADR2 - @PROPADR3 @PROPCP @PROPVILLE - @PROPPYSSFR - Tél
 Reçu @PROPGSM - Email: @PROPEMAIL

Désigné dans ce qui suit par la dénomination « l'Usager »

IL A France CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Art. 1 : CONDITIONS GENERALES

L'Usager pourra occuper au Port Santa Lucia de SAINT-RAPHAEL, un emplacement pour y faire séjourner son bateau dont les caractéristiques sont les suivantes :

Nom du bateau : @BATNOM – Longueur H.T. : @BATLONG m – Largeur : @BATLARG m – N° immatriculation : @BATIMMAT – N° Francisation : @BATACTENUM – Pavillon : @BATPAV – Cie d'assurance : @BATASSUR – N° Police : @BATPOLICE – Modèle : @BATMODEL

Professionnel entretenant le bateau ou Gardien :

La longueur du bateau hors tout prend en compte tous les équipements fixés à demeure et qui nécessitent un outillage spécialisé pour être démontés.

Le poste affecté respecte un minimum de 20 cm de défenses pour le bateau.

En aucun cas, il ne pourra être sous-loué ou attribué, même gratuitement à un bateau ou usager autre que France-dessus désigné.

L'Usager ne peut exercer aucune activité commerciale dans l'emplacement réservé, sans autorisation écrite de la Régie. Lorsque l'emplacement sert de support à l'exercice d'une activité lucrative ou commerciale de quelque nature que ce soit, sans titre d'autorisation d'occupation temporaire délivré par la Régie des Ports, une majoration de 30 % est appliquée sur la redevance.

En cas de changement de bateau, l'Usager devra se rapprocher de la Capitainerie.

En cas de revente du bateau, de changement de catégorie tarifaire supérieure ou inférieure, aucune reprise de contrat ne sera acceptée sauf si le nouveau propriétaire du bateau est prioritaire sur la liste d'attente ou avec accord de la Régie sous réserve de disponibilité de place.

L'Usager doit effectuer auprès du bureau du port une déclaration d'absence, toutes les fois où le poste d'amarrage qui lui est affecté sera amené à être libéré pour une période supérieure à 2 jours. Le poste libéré pourra être réattribué par la Capitainerie à un autre usager le temps de l'absence prévue sans remise en cause de l'abonnement, et sans que le titulaire absent ne puisse prétendre à réclamation, ni revenus. Tout retour anticipé devra être signalé 48 heures à l'avance.

Faute d'avoir été saisie de cette déclaration, la Régie considèrera au bout de 4 jours d'absence que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre et qu'elle pourra en disposer.

Art. 2 : PRIX ET PAIEMENT : TAXATION

L'Usager occupera le poste d'amarrage n° @EMPLACE (cet emplacement communiqué sur contrat et facture est à titre indicatif et non contractuel, les services portuaires selon les nécessités pourront affecter un autre poste adapté aux caractéristiques du bateau, conformément à l'Article 4 du Règlement de Police), pour la période allant du @CONTDEB au @CONTFIN de midi à midi, moyennant un montant de @CONTMNT Euros payable d'avance, montant fixé par le barème des taxes de stationnement, et porté au verso du présent contrat.

La redevance remise pour un contrat égal ou supérieur à 6 mois consécutifs (hors forfait annuel) est due intégralement et sans fractionnement ; elle ne fait l'objet d'aucune restitution, déduction ou remboursement et est valable uniquement sur l'année civile.

Le paiement par chèque émis hors France ne pourra pas être accepté.

A sa demande, l'Usager recevra un reçu délivré par la Régie en justification de son ou de ses versements effectués.

Art. 3 : OBLIGATIONS DE L'USAGER

L'Usager devra assurer le gardiennage de son navire stationné à flot sur l'emplacement et surveiller le dispositif d'amarrage, comprenant notamment les amarres avant et arrières, dont le bon état, l'entretien et le remplacement sont à sa charge.

Le navire appartenant à l'Usager devra être maintenu en bon état de navigabilité, de flottabilité et de sécurité.

L'Usager s'engage à déplacer son navire sur demande de la Régie. Le cas échéant, la Régie s'engage à attribuer une nouvelle place à flot pour la période au cours de laquelle le navire est déplacé de son emplacement.

Art. 4 : OBLIGATIONS DE LA REGIE

Elle s'engage à :

- mettre à disposition de l'Usager un emplacement à flot adapté à son bateau
- assurer les prestations définies ci-après :
 - a) surveillance du Port
 - b) fourniture bollards, pendille, chaine fille/mère, corps morts, manilles, hors amarres de poste
 - c) fourniture d'eau douce
 - d) fourniture d'électricité (éclairage de bord, chargeur de batteries ou équivalents)

La Régie ne peut être tenue responsable des accidents survenant au bateau de l'Usager, notamment du fait de vices cachés.

Art. 5 : MODIFICATION DE DUREE DU SEJOUR

Aucune modification de la période de séjour mentionnée sur le contrat n'est possible, que le mouillage réservé à l'Usager soit occupé ou non par lui, même en cas d'arrivée retardée ou de départ avancé ; aucun remboursement, la redevance est due dans son intégralité.

Dans le cas d'une arrivée anticipée, ou d'un départ retardé, l'Usager sera facturé au tarif en vigueur pour la totalité des jours d'occupation complémentaires.

Art. 6 : CESSATION D'OCCUPATION DE POSTE D'AMARRAGE

La résiliation par l'Usager n'est pas autorisée.

La taxe est due dans son intégralité, que l'emplacement réservé à l'Usager soit occupé ou non par lui, et à partir de la date convenue du début d'occupation.

En cas de force majeure sur présentation d'un justificatif, dans ce cas précis :

- la facturation initiale sera annulée et rétablie en fonction de l'occupation réelle du bateau et sans préavis. Un remboursement pourra être effectué.
- à l'identique pour un contrat remisé avec une facturation rétablie au tarif en vigueur non remisé.

La Régie se réserve le droit, en cas de non observation du présent contrat, de le résilier à tout moment et sans préavis, par lettre recommandée avec A.R., et d'exiger le départ immédiat du bateau.

Si le nécessaire n'est pas fait dans le délai imparti, la Régie procédera à la mise à sec du navire, aux frais et risques de l'Usager.

AR Prefecture

Toute fausse déclaration de l'Usager entraîne automatiquement la résiliation du droit d'occupation de l'emplacement.

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE

Recu le 03/01/2024

En cas d'utilisation irrégulière d'un navire de plaisance dans le cadre d'une activité commerciale de location avec chef de bord imposé, le présent contrat sera résilié de plein droit par la Régie.

Dans ces cas, et suite à occupation non autorisée, l'Usager devra s'acquitter des frais de stationnement supplémentaire au tarif journalier en vigueur.

Art. 7 : ANNULLATION DE RESERVATION DE POSTE D'AMARRAGE

Lors de l'annulation anticipée, par l'Usager, d'une réservation, il sera dû **30 % de la redevance du contrat en cours.**

Art. 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application du présent contrat sera de la compétence des Tribunaux locaux.

Art. 9 : RESPONSABILITE

L'Usager doit être assuré pour tout dommage que l'embarcation pourrait causer à des tiers ou aux installations portuaires, y compris le renflouement et l'enlèvement en cas de naufrage. Il produit le justificatif à la signature de ce contrat.

La responsabilité de la Régie ne pourra être recherchée dans le cas de vol du bateau, de ses accessoires ou de dégâts subis par celui-ci du fait des intempéries ou de tiers.

Le bateau, en bon état de navigabilité, n'est accepté dans le Port, en stationnement, qu'après signature de ce contrat, le versement de la taxe et la production de la quittance d'assurance.

Art. 10 : VIDEOPROTECTION

L'Usager reconnaît avoir reçu une information libre et éclairée par affichage public de la mise en place par la Régie des Ports Raphaëlois d'un système de vidéoprotection autorisé par arrêté préfectoral. Il consent librement à autoriser la Régie des Ports à filmer le ponton et l'accès particulier et privé à son navire. Il est informé que les images captées pourraient permettre l'identification du navire par son numéro d'immatriculation.

L'exploitation des enregistrements vidéo est limitée à la prévention du risque d'infraction conformément à la réglementation en vigueur et à la loi.

L'Usager est informé que ces enregistrements sont transmis et exploités par le Centre de Surveillance Urbain de la ville de Saint-Raphaël afin de lutter contre les infractions pénales et dans le cadre de la convention de partenariat en matière de vidéoprotection entre la Commune et la Régie des Ports.

Il est rappelé que les enregistrements seront conservés durant un délai maximal de 14 jours. »

L'Usager reconnaît avoir reçu un exemplaire de ce contrat dont il a pris connaissance.

Il s'engage, en outre, à respecter les Règlement de Police du Port, Tarification et Conditions d'application tenus à sa disposition à la Capitainerie.

A Saint-Raphaël, le

Faire précéder la signature de la mention « LU ET APPROUVE ».

Le Directeur de la Régie des Ports

L'Usager (@PROPNUM @PROPPREN / Contrat n° @CONTNUM),
@TXTDATESIGNCONTPORTAILLETTE

@AMODCIV @AMODNOM @AMODPREN
@AMODPHRASE

REDEVANCE D'AMARRAGE PORT SANTA LUCIA EN EUROS TTC applicable du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

CATÉGORIES BATEAUX		Janvier / Février / Mars / Octobre / Novembre / Décembre			Avril / Mai / Juin / Septembre			Juillet / Août			FORFAIT ANNUEL	
Longueur max.	Largeur max.	JOUR	SEMAINE	MOIS	JOUR	SEMAINE	MOIS	JOUR	SEMAINE	MOIS		
A	< 5,49 m	2,15 m	4,10 €	25,80 €	104,00 €	7,20 €	44,30 €	177,20 €	9,30 €	58,70 €	233,80 €	1 473,00 €
B	5,99 m	2,30 m	5,20 €	33,00 €	130,80 €	9,30 €	55,60 €	222,50 €	12,40 €	73,10 €	294,60 €	1 854,00 €
C	6,49 m	2,45 m	6,20 €	38,10 €	152,40 €	10,30 €	64,90 €	258,50 €	14,40 €	85,50 €	342,00 €	2 153,00 €
D	6,99 m	2,60 m	7,20 €	44,30 €	176,10 €	12,40 €	75,20 €	299,70 €	16,50 €	98,90 €	395,50 €	2 493,00 €
E	7,49 m	2,70 m	8,20 €	51,50 €	205,00 €	14,40 €	87,60 €	349,20 €	19,60 €	115,40 €	461,40 €	2 905,00 €
F	7,99 m	2,80 m	9,30 €	54,60 €	217,30 €	15,50 €	92,70 €	369,80 €	20,60 €	122,60 €	489,30 €	3 080,00 €
G	8,49 m	2,95 m	10,30 €	61,80 €	247,20 €	17,50 €	105,10 €	420,20 €	22,70 €	139,10 €	556,20 €	3 502,00 €
H	8,99 m	3,10 m	11,30 €	70,00 €	280,20 €	19,60 €	118,50 €	474,80 €	25,80 €	156,60 €	628,30 €	3 955,00 €
I	9,49 m	3,25 m	13,40 €	80,30 €	319,30 €	22,70 €	136,00 €	542,80 €	29,90 €	179,20 €	717,90 €	4 522,00 €
J	9,99 m	3,40 m	15,50 €	89,60 €	359,50 €	25,80 €	152,40 €	609,80 €	34,00 €	201,90 €	806,50 €	5 078,00 €
K	10,49 m	3,55 m	16,50 €	95,80 €	384,20 €	26,80 €	162,70 €	652,00 €	36,10 €	215,30 €	862,10 €	5 428,00 €
L	10,99 m	3,70 m	18,50 €	111,20 €	443,90 €	31,90 €	188,50 €	754,00 €	41,20 €	249,30 €	997,00 €	6 283,00 €
M	11,49 m	3,85 m	19,60 €	119,50 €	476,90 €	34,00 €	202,90 €	809,60 €	44,30 €	267,80 €	1 071,20 €	6 747,00 €
N	11,99 m	4,00 m	21,60 €	131,80 €	528,40 €	37,10 €	224,50 €	898,20 €	49,40 €	296,60 €	1 186,60 €	7 478,00 €
O	12,99 m	4,30 m	24,70 €	146,30 €	586,10 €	41,20 €	249,30 €	995,00 €	54,60 €	328,60 €	1 316,30 €	8 292,00 €
P	13,99 m	4,60 m	28,80 €	174,10 €	698,30 €	49,40 €	296,60 €	1 184,50 €	64,90 €	391,40 €	1 566,60 €	9 867,00 €
Q	14,99 m	4,70 m	33,00 €	198,80 €	793,10 €	55,60 €	336,80 €	1 346,20 €	74,20 €	445,00 €	1 780,90 €	11 217,00 €
R	15,99 m	4,90 m	36,10 €	216,30 €	866,20 €	60,80 €	367,70 €	1 469,80 €	81,40 €	486,20 €	1 943,60 €	12 247,00 €
S	16,99 m	5,10 m	39,10 €	234,80 €	939,40 €	67,00 €	398,60 €	1 595,50 €	87,60 €	527,40 €	2 109,40 €	13 287,00 €
T	17,99 m	5,20 m	41,20 €	246,20 €	983,70 €	70,00 €	417,20 €	1 669,60 €	91,70 €	552,10 €	2 207,30 €	13 905,00 €
U	18,99 m	5,50 m	53,60 €	321,40 €	1 285,40 €	90,60 €	544,90 €	2 181,50 €	120,50 €	721,00 €	2 884,00 €	18 169,00 €
V	19 m et +	5,51 m et +	60,80 €	364,60 €	1 617,10 €	114,30 €	686,00 €	2 723,30 €	136,00 €	816,80 €	3 266,10 €	22 861,00 €
Multicoques par m2			0,56 €	3,32 €	13,27 €	0,94 €	5,63 €	22,52 €	1,35 €	8,09 €	32,32 €	145,23 €

Les informations recueillies sur ce formulaire sont récoltées et utilisées par la Régie des ports de Saint-Raphaël uniquement pour traiter votre occupation dans notre port. Elles sont conservées selon les durées en vigueur conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen relatif à la Protection des Données Personnelles. Vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données qui vous concerne et les faire rectifier en contactant : portsantalucia@ville-saintraphael.fr

AR Prefecture
Annexe 3 : Tarifs de garantie d'usage et de fonds de roulement

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE
 Reçu le 03/01/2024

CATEGORIE DE POSTES D'AMARRAGE	Surface au m2	Tarif 2024 Garantie d'usage Échéance 31/12/2030	Tarif garantie d'usage au m2	Fonds de roulement	
				bassin sud	bassin nord
5,00 (5,40) x 2,15	11,61	5 823 €	501,54 €		143,12 €
6,00 (6,48) x 2,53	16,39	9 108 €	555,54 €	202,54 €	173,78 €
7,00 (7,56) x 2,67	20,19	11 511 €	570,28 €	227,86 €	204,45 €
8,00 (8,64) x 2,80	24,19	14 426 €	596,32 €		224,90 €
8,00 (8,64) x 2,81	24,28	14 503 €	597,35 €	253,18 €	224,90 €
8,00 (8,64) x 2,96	25,57	14 374 €	562,03 €		265,79 €
8,00 (8,64) x 3,05	26,35	15 703 €	595,88 €		245,34 €
8,00 (8,60) x 3,09	26,57	15 553 €	585,26 €	278,49 €	
8,00 (8,64) x 3,37	29,12	17 388 €	597,18 €	303,81 €	269,87 €
9,00 (9,72) x 3,07	29,84	18 158 €	608,49 €		265,79 €
9,00 (9,72) x 3,13	30,42	18 675 €	613,83 €		265,79 €
9,00 (9,72) x 3,29	31,98	19 463 €	608,62 €		284,70 €
9,00 (9,72) x 3,30	32,08	19 501 €	607,97 €		286,23 €
9,00 (9,70) x 3,41	33,08	20 227 €	611,53 €	316,47 €	
9,00 (9,72) x 3,56	34,60	20 784 €	600,64 €		316,90 €
9,00 (9,72) x 4,17	40,53	26 043 €	642,53 €		316,90 €
10,00 (10,80) x 3,36	36,29	21 319 €	587,51 €		347,57 €
10,00 (10,80) x 3,46	37,37	21 482 €	574,88 €	405,08 €	357,79 €
10,00 (10,80) x 3,52	38,02	22 341 €	587,67 €		363,92 €
10,00 (10,80) x 3,56	38,45	22 596 €	587,70 €		368,01 €
10,00 (10,80) x 3,64	39,31	23 097 €	587,53 €		376,49 €
10,00 (10,80) x 3,70	39,96	23 490 €	587,83 €		382,32 €
11,00 (11,00) x 3,90	42,90	25 660 €	598,14 €	430,40 €	
10,00 (10,80) x 3,80	41,04	23 281 €	567,28 €	455,72 €	
10,00 (10,80) x 3,84 / 3,85	41,58	24 393 €	586,64 €	455,72 €	397,25 €
10,00 (10,80) x 3,89	42,01	24 143 €	574,68 €	455,72 €	
10,00 (10,80) x 3,92	42,34	24 875 €	587,56 €		405,42 €
10,00 (10,80) x 3,93	42,44	24 958 €	588,02 €		405,83 €
10,00 (10,80) x 4,33	46,76	26 900 €	575,24 €	506,35 €	
11,00 (11,88) x 3,66	43,48	26 741 €	615,00 €		378,23 €
11,00 (11,58) x 3,80	44,00	25 211 €	572,92 €	481,03 €	
11,00 (11,88) x 3,85	45,74	28 104 €	614,45 €		398,68 €
11,00 (11,88) x 3,95	46,93	28 838 €	614,53 €		408,90 €
11,00 (11,58) x 4,05	46,90	26 431 €	563,58 €	506,35 €	
12,00 (12,96) x 3,56	46,14	28 988 €	628,30 €	455,72 €	
12,00 (12,96) x 3,85	49,90	31 472 €	630,75 €	506,35 €	408,90 €
12,00 (12,96) x 4,23	54,82	32 589 €	594,46 €	556,99 €	449,79 €
12,00 (12,96) x 4,33	56,12	33 398 €	595,15 €	582,30 €	

AR Prefecture

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE
Reçu le 03/01/2024

CATEGORIE DE POSTES D'AMARRAGE	Surface au m2	Tarif 2024 Garantie d'usage Échéance 31/12/2030	Tarif garantie d'usage au m2	Fonds de roulement	
				bassin sud	bassin nord
12,00 (12,96) x 4,50	58,32	34 235 €	587,02 €	607,62 €	
12,00 (12,96) x 4,62 / 4,63 / 4,64	60,13	35 844 €	596,07 €	607,62 €	
13,00 (14,04) x 4,05	56,86	34 454 €	605,93 €		511,13 €
13,00 (14,04) x 4,13	57,99	35 131 €	605,86 €		521,35 €
13,00 (13,39) x 4,29	57,44	34 011 €	592,08 €		541,79 €
13,00 (14,04) x 4,29	60,23	36 484 €	605,73 €		541,79 €
13,00 (13,39) x 4,45	59,59	35 272 €	591,95 €		562,24 €
13,00 (14,04) x 4,45	62,48	37 838 €	605,61 €		562,24 €
13,00 (14,04) x 4,53	63,60	38 514 €	605,56 €		572,46 €
13,00 (13,78) x 4,60	63,39	38 645 €	609,65 €		562,24 €
14,00 (15,12) x 4,40	66,53	37 141 €	558,28 €	759,53 €	
14,00 (15,12) x 4,50	68,04	38 483 €	565,59 €	759,53 €	
15,00 (16,20) x 4,45	72,09	58 263 €	808,20 €		613,35 €
15,00 (16,20) x 5,00	81,00	62 202 €	767,93 €	835,48 €	
15,00 (16,20) x 5,50	89,10	68 428 €	767,99 €	962,07 €	
16,00 (17,28) x 4,58	79,14	64 325 €	812,77 €		664,46 €
16,00 (16,96) x 5,00	84,80	68 776 €	811,04 €	911,43 €	715,58 €
16,00 (17,28) x 5,00	86,40	70 207 €	812,58 €		725,80 €
18,00 (19,44) x 4,80	93,31	69 774 €	747,75 €	1 012,70 €	868,91 €
18,00 (19,44) x 5,00	97,20	75 186 €	773,52 €		909,80 €
18,00 (19,44) x 5,10	99,14	77 015 €	776,80 €		920,03 €
18,00 (19,44) x 5,20	101,09	75 905 €	750,88 €	1 088,65 €	
18,00 (18,00) x 5,50	99,00	74 402 €	751,53 €	1 063,34 €	909,80 €
20,00 (21,60) x 5,10	110,16	87 652 €	795,68 €		971,14 €
22,00 (23,76) x 5,00	118,80	104 851 €	882,58 €		1 073,36 €
22,00 (23,76) x 5,50	130,68	105 934 €	810,63 €		1 104,03 €
23,00 (24,84) x 7,00	173,88	153 311 €	881,71 €		1 165,37 €

CONTRAT DE LOCATION DE GARAGE A BATEAUX AU PORT SANTA LUCIA DE SAINT-RAPHAEL

Entre la REGIE DES PORTS RAPHAELOIS, Désignée dans ce qui suit par la dénomination « la Régie »

Et @PROPLGCV @PROPONOM @PROPPREN demeurant @PROPADR1 - @PROPADR2 - @PROPADR3 @PROPCP @PROPVILLE - @PROPPYSSFR - Tél : @PROPGSM - Mail : @PROPEMAIL

Désigné dans ce qui suit par la dénomination « l'Usager »,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Art. 1 : CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat de location est, par nature, accordé à titre précaire et révocable.

L'Usager ne pourra affecter le garage à bateaux mis à disposition à une destination autre que l'exercice normal des activités suivantes, ainsi que la Régie l'y autorise expressément :

- entreposer les éléments d'équipements, matériels d'armement, marchandises d'avitaillement, objets divers provenant des navires, nécessaires à l'activité de plaisance.
- l'exploitation de toute activité économique, commerciale, et de service, lucrative ou associative est interdite (sauf autorisation expresse de l'autorité compétente).
- le garage ne peut souffrir aucun changement de destination, de distribution, d'amélioration, ou de transformation ; il est interdit d'utiliser ou de transformer le garage en local d'habitation.

L'Usager s'engage à prendre les lieux en l'état, sans pouvoir exiger de la part de la Régie une quelconque modification.

Le contrat autorisé revêt un caractère strictement personnel, l'usager étant tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement, en son nom, le garage désigné. Il ne pourra le sous-louer, le donner en gérance ou le céder.

L'autorisation d'occupation temporaire d'un garage à bateaux n'est pas constitutive de droits réels.

Un état des lieux d'entrée sera réalisé et annexé au présent contrat.

Art. 2 : PRIX ET PAIEMENT

La redevance est fixée à 0,42 € HT soit 0,50 € TTC par jour et 12,00 € HT soit 14,40 € TTC par mois et par m2 de surface du garage à bateaux, montants fixés par délibération du Conseil d'Administration de la Régie des Ports.

L'Usager occupera pour la période allant du @CONTDEB au @CONTFIN le garage à bateaux n° @EMPLACE d'une superficie de @EMPLACESURF m² moyennant un montant de @CONTMNT Euros payable comptant ou en 2 fois aux échéances suivantes : 10/02 et 10/07 ou en fonction de la durée du contrat sous condition d'adhésion au prélèvement automatique en 1 fois au 10/02 ou en 2, 4, 6 ou 10 fois aux échéances suivantes : 10/02, 10/03, 10/04, 10/05, 10/06, 10/07, 10/08, 10/09, 10/10 et 10/11 au plus tard.

La redevance est assujettie au taux normal de TVA en vigueur. Elle ne saurait supporter aucune révision ou abattement pour toute gêne, diminution, restriction d'usage, occasionnée ou imputable directement ou indirectement du fait de travaux ou de contraintes d'exploitation.

Le paiement par chèque émis hors France ne pourra pas être accepté.

En cas de retard de paiement sur l'une des échéances, la totalité de la redevance devient exigible et entraînera le non renouvellement du contrat de l'Usager, qui entrera de nouveau en compétition avec les autres demandeurs, en fin de liste d'attente.

A sa demande, l'Usager recevra un reçu délivré par la Régie en justification de son ou de ses versements effectués.

Le cas échéant, les consommations d'eau et d'électricité pourront être facturées au réel à l'Usager.

Art. 3 : OBLIGATIONS DE L'USAGER

L'Usager ne pourra faire ni laisser rien faire, qui puisse détériorer les lieux et devra impérativement prévenir la Régie des dégradations et détériorations qui y seraient faites et qui rendraient nécessaire des travaux.

Il se conformera strictement aux prescriptions de tout règlement et veillera à toute règle d'hygiène et de salubrité.

Il fera son affaire personnelle de l'exploitation des locaux, objets des présentes, de manière à ce que la Régie ne subisse aucun inconvénient et ne puisse être inquiétée de quelle que manière que ce soit, du fait de cette mise à disposition.

D'autre part, l'Usager s'engage à maintenir les locaux en très bon état d'entretien, de sécurité et de propreté. Il supportera toutes les réparations qui deviendraient nécessaires suite notamment à des dégradations résultant de son fait.

Art. 4 : OBLIGATIONS DE LA REGIE

Elle s'engage à :

- mettre à disposition de l'Usager un garage à bateaux
- assurer les prestations définies ci-après :
 - a) surveillance du Port
 - b) fourniture d'électricité

Art. 5 : RENOUELEMENT D'OCCUPATION

Dans le cas d'un contrat expirant au 31 décembre, un mois avant l'expiration du contrat, l'Usager doit demander expressément le renouvellement de son occupation, pour une période pouvant aller jusqu'au 31 décembre de l'année suivante (étant entendu que le tarif appliqué sera réajusté au tarif en vigueur).

En cas d'absence de demande de renouvellement ou dans le cas où la Régie ne satisfait pas à cette demande, toute occupation du garage constatée au-delà du 31 décembre sans droit ni titre donnera lieu à une facturation et entraînera une procédure contentieuse auprès du Tribunal compétent.

AR Prefecture

083-488802489-20231215-15122023_01_SL-DE

Reçu de l'Art. 16: CESSATION D'OCCUPATION

Le présent contrat pourra être résilié par décision de l'une ou l'autre des parties, sans verser ou pouvoir bénéficier de quelque indemnité que ce soit, par lettre recommandée avec A.R. adressée à l'autre partie. Tout mois commencé est dû. La rupture du contrat entraîne une tarification de la période d'occupation selon l'art. 2 §1. Un remboursement de la taxe, le cas échéant est effectué.

La redevance d'occupation est impérativement soldée au jour de la résiliation, y compris pour les paiements échelonnés qui de fait seront annulés.

Le garage à bateaux devant être libéré, l'Usager devra procéder à l'enlèvement de ses biens personnels. Dans le cas contraire, il s'acquittera des frais de d'occupation supplémentaire au tarif journalier en vigueur.

La Régie se réserve le droit, en cas de non observation du présent contrat ou pour motif d'intérêt général de le résilier avant le terme, sans indemnisation et sans préavis, par lettre recommandée avec A.R., et d'exiger le départ immédiat de l'Usager.

Si le nécessaire n'est pas fait dans le délai imparti, la Régie y procédera par voie d'huissier aux frais de l'Usager.

Toute fausse déclaration de l'Usager entraîne automatiquement la résiliation du droit d'occupation du garage.

Art. 7 : REGLEMENT DES LITIGES

Toutes difficultés à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat, qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises à la juridiction compétente.

Art. 8 : RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'Usager devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable toute police d'assurance pour la garantie des risques inhérents à son occupation des lieux (effraction, vols, dommages électriques, incendie, dégâts des eaux et autres), des personnes, de ses biens propres et de sa responsabilité civile de façon à ce que la Régie ne soit jamais inquiétée, ni recherchée à ce sujet.

Il produit le justificatif à la signature de ce contrat.

Tout dommage ou dégradation causée devra être immédiatement réparé.

La responsabilité de la Régie ne pourra être recherchée dans le cas de vol de matériel entreposé ou de dégâts subis par l'Usager du fait des intempéries ou de tiers.

L'occupation du garage à bateaux n'est acceptée qu'après signature de ce contrat, le versement de la redevance et la production de la quittance d'assurance.

Art. 9 : VIDEOPROTECTION

L'Usager reconnaît avoir reçu une information libre et éclairée par affichage public de la mise en place par la Régie des Ports de Saint-Raphaël d'un système de vidéoprotection autorisé par arrêté préfectoral. Il consent librement à autoriser la Régie des Ports à filmer le garage à bateaux et l'accès à celui-ci. Il est informé que les images captées pourraient permettre son identification.

L'exploitation des enregistrements vidéo est limitée à la prévention du risque d'infraction conformément à la réglementation en vigueur et à la loi.

L'Usager est informé que ces enregistrements sont transmis et exploités par le Centre de Surveillance Urbain de la ville de Saint-Raphaël afin de lutter contre les infractions pénales et dans le cadre de la convention de partenariat en matière de vidéoprotection entre la Commune et la Régie des Ports.

Il est rappelé que les enregistrements seront conservés durant un délai maximal de 14 jours. »

L'Usager reconnaît avoir reçu un exemplaire de ce contrat dont il a pris connaissance.

Il s'engage, en outre, à respecter les Règlement de Police du Port, Tarification et Conditions d'application tenus à sa disposition à la Capitainerie.

A Saint-Raphaël, le

Faire précéder la signature de la mention « LU ET APPROUVE ».

Le Directeur de la Régie des Ports,

L'Usager (@PROPNOM @PROPPREN / Contrat n° @CONTNUM),
@TXTDATESIGNCONTPORTAILLETRE

Les informations recueillies sur ce formulaire sont récoltées et utilisées par la Régie des ports de Saint-Raphaël uniquement pour traiter votre occupation dans notre port. Elles sont conservées selon les durées en vigueur conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen relatif à la Protection des Données Personnelles. Vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données qui vous concerne et les faire rectifier en contactant : portsantalucia@ville-saintraphael.fr